

	rétribution (en euros)
8. détermination de la faculté germinative sur 400 graines de graminées fines	54
9. détermination de la faculté germinative d'un mélange	somme rétributions composantes (1)
10. détermination de la monogermie	11
11. détermination de l'énergie germinative ou Radicle Emergence Test	9
12. pré-purification d'échantillons de graines de graminées et de légumineuses fines (fraction unique) pour la faculté germinative si la pureté n'est pas demandée	12
13. test au froid sur 200 graines	36
14. test au froid sur 400 graines	45
14. détermination de la teneur en humidité	18
15. détermination du poids de mille grains	18
16. examen au tétrazolium sur moins de 400 graines	70
17. examen sanitaire sur 400 graines de lin en cours de certification (graines non désinfectées)	81
18. examen sanitaire sur 400 graines de soja en cours de certification (graines non désinfectées)	87
19. examen sanitaire sur 200 graines de lin et de soja désinfectées et pour certification uniquement	45
20. fractionnement d'un mélange de 2 fractions dans les différents composants	45
21. supplément par fraction supplémentaire pour le fractionnement d'un mélange de plus de 2 fractions	10
22. détermination de la composition d'un mélange jusqu'à 4 composants (supplément de fractionnement)	45 (2)
23. supplément par composant supplémentaire lors de la détermination de la composition d'un mélange de plus de 4 composants (supplément de fractionnement)	10 (2)
24. délivrance d'un rapport intermédiaire	6
25. délivrance d'un certificat ISTA (original/duplicata/provisoire)	5
26. tarif forfaitaire pour dissection de graines ou analyse urgentes	25 (3)

(1) Si la pureté ou la composition du mélange n'est pas demandée, la rétribution de fractionnement est également perçue (points 20 et 21).

(2) Pour la détermination de la composition d'un mélange, les rétributions de fractionnement du mélange (points 20 et 21) et de détermination de la composition elle-même sont perçues (points 22 et 23).

(3) Un forfait pour les dissections de graines et analyses demandées en urgence par l'opérateur concerné, conformément à l'article 15.

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 décembre 2022 fixant les rétributions pour l'admission ou l'enregistrement des variétés de cultures agricoles et horticoles, pour l'exercice de certaines professions dans le secteur des matériels de multiplication végétale, pour l'inspection et le contrôle de ces matériels et pour l'inspection et le contrôle de la production du houblon et des produits du houblon.

Bruxelles, le 23 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation,
de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/34543]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, les modifications suivantes sont apportées:

1. au 1^o, les mots « proche de mineur » sont remplacés par les mots « proche d'enfant » et le mot « consultant » est remplacé par le mot « tiers »;

2. au 6°, les mots « proche de mineur » sont remplacés par les mots « proche d'enfant » et les mots « avec un mineur » sont remplacés par les mots « avec un enfant »;

3. au 7°, le mot « consultant » est remplacé par le mot « tiers », les mots « en demande d'information et d'aide parce qu'elle se trouve dans une situation de difficulté, qui est » sont abrogés et les mots « proche de mineur » sont remplacés par les mots « proche d'enfant »;

4. les 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17° et 18°, libellés comme suit, sont ajoutés:

« 12° prestation: actions, activités et tâches permettant l'exécution d'une des missions visées au chapitre 3 du présent décret, en fonction du type de justiciable concerné ou en fonction de la manière dont la mission est exécutée;

13° prise en charge: unité de comptabilisation de la prestation au bénéfice d'un justiciable pouvant faire l'objet d'un subventionnement durant l'année de subventionnement concernée;

14° Règlement général sur la protection des données: Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

15° traitements: les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4, 2) du Règlement général sur la protection des données;

16° donnée: donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1 du Règlement général sur la protection des données;

17° Ministère: le ministère de la Communauté française;

18° ETNIC: l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC). ».

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré un chapitre 2/1 intitulé « Politique générale en matière de traitement des données ».

Art. 3. Dans le chapitre 2/1, inséré par l'article 2 du présent décret, il est inséré un article 4/1, rédigé comme suit:

« Art. 4/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent décret, les traitements suivants de données sont effectués:

1° agréer des partenaires;

2° octroyer des subventions aux partenaires;

3° évaluer l'adéquation entre les offres de services des partenaires et les besoins des justiciables.

§ 2. Le traitement visé au paragraphe 1^{er}, 1°, tend à la réalisation des finalités suivantes:

1° gérer les demandes d'agrément, les demandes de modification d'agrément et les demandes de renouvellement d'agrément introduites par les partenaires;

2° évaluer le respect des obligations découlant de la législation du travail en cas de retrait ou de non-renouvellement de l'agrément;

3° contrôler l'exécution des missions par les partenaires;

4° assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques qui servent de support au traitement des données des partenaires et des justiciables.

§ 3. Les finalités du traitement visé au paragraphe 1^{er}, 2°, sont les suivantes:

1° traiter les demandes de subventionnement des partenaires;

2° fixer l'objectif annuel de prise en charge et le montant de la subvention;

3° contrôler l'utilisation de la subvention octroyée.

§ 4. La finalité du traitement visé au paragraphe 1^{er}, 3°, vise à assurer la gestion administrative des données des partenaires.

§ 5. Les traitements visés au paragraphe 1^{er} sont réalisés par le Ministère qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement général sur la protection des données.

Lorsqu'un partenaire exécute les missions visées au chapitre 3 du présent décret, celui-ci est considéré comme responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement général sur la protection des données pour l'ensemble des opérations qu'il réalise.

§ 6. Les catégories de données traitées dans le cadre des traitements visés au paragraphe 1^{er} peuvent être traitées ultérieurement par le Ministère à des fins statistiques. Les données transférées à la suite de la réalisation de statistiques sont préalablement anonymisées. ».

Art. 4. A l'article 11 du même décret, les mots « proche d'un mineur » sont remplacés par les mots « proche d'un enfant ».

Art. 5. A la section 5 du même décret, le mot « restauratrice » est ajouté après les mots « Aide à la communication ».

Art. 6. A l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. le mot « restauratrice » est ajouté après les mots « aide à la communication »;

2. les mots « entre justiciables concernés par une infraction pénale » sont ajoutés entre les mots « espace de communication » et les mots « et, si nécessaire »;

3. les mots « médiation entre les justiciables concernés par une infraction pénale » sont remplacés par les mots « médiation entre ces justiciables ».

Art. 7. Dans le chapitre 3 du même décret, il est inséré une section 7 intitulée « Exécution des missions ».

Art. 8. Dans la section 7, insérée par l'article 7 du présent décret, il est inséré un article 14/1, libellé comme suit:

« Art. 14/1. Le Gouvernement arrête l'ensemble des prestations à effectuer par le partenaire suivant le justiciable concerné ou les modalités d'exécution de chaque mission visée au présent chapitre. ».

Art. 9. L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 17. § 1^{er}. Les agréments sont octroyés aux partenaires pour un sextennat fixé selon un cycle de référence d'une durée de six ans débutant à dates fixes.

Le premier sextennat commence le 1^{er} janvier 2018 et se termine le 31 décembre 2023.

L'agrément est valable pour une durée de maximum six ans, renouvelable aux conditions fixées à l'article 29.

§ 2. Les partenaires qui sollicitent une première demande d'agrément au cours d'un sextennat ne pourront se voir octroyer qu'une période d'agrément d'un à cinq ans maximum, prenant fin à l'échéance du sextennat en cours. ».

Art. 10. A l'article 18, 7^o, du même décret, les mots « protection de la vie privée » sont remplacés par les mots « sur la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

Art. 11. Au sein du même décret, il est inséré un article 18/1, rédigé comme suit:

« Art. 18/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application de l'article 18, afin de gérer les demandes d'agréments, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1^o personne(s) de contact pour l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données relatives à la profession et l'emploi;

2^o personne(s) membre(s) de l'organe de gestion ou d'administration:

- les données d'identification;
- les données relatives à la profession et emploi;

3^o personne(s) membre(s) du personnel:

- les données d'identification;
- les données relatives à la profession et emploi.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1^o personne(s) désignée(s) afin suivre les démarches administratives de l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité;

2^o personne(s) de l'administration en charge du suivi de l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 12. Au sein du même décret, il est inséré un article 21/1, rédigé comme suit:

« Art. 21/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application de l'article 21, afin de contrôler l'exécution des missions par les partenaires, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1^o personne(s) responsable(s):

- les données d'identification et de contact;

2^o justiciables:

- les données d'identification;
- les données relatives aux caractéristiques personnelles;
- les données sur la composition du ménage;

- les données relatives à la vie sexuelle et à l'orientation sexuelle
- les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions pénales visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) désignée(s) afin de suivre les démarches administratives du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité;

2° personne(s) de l'administration en charge du suivi du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 13. Au sein du même décret, il est inséré un article 22/1, rédigé comme suit:

« Art. 22/1. § 1^{er}. Les catégories de données traitées par le rapport des activités visé à l'article 22 sont, par catégorie de personnes concernées, les suivantes:

1° le(s) membre(s) du personnel du partenaire:

- les données d'identification;
- les données relatives à la profession et emploi;
- les données relatives aux études et à la formation;
- les données financières;

2° les justiciables:

- les données relatives à la santé.

Les données visées au 2° sont anonymisées.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au § 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) désignée(s) afin de suivre les démarches administratives du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité;

2° personne(s) de l'administration en charge du suivi du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 14. Au sein du même décret, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit:

« Art. 26/1. L'article 18/1 s'applique à la présente section. ».

Art. 15. Au sein du même décret, il est inséré un article 27/1, rédigé comme suit:

« Art. 27/1. L'article 18/1 s'applique à la présente section. ».

Art. 16. A l'article 28, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, et § 3, alinéa 2, ainsi qu'à l'article 29, § 2, alinéa 3, du même décret, les mots « plan d'action » sont remplacés par les mots « plan de mise en conformité ».

Art. 17. Au sein du même décret, il est inséré un article 28/1, rédigé comme suit:

« Art. 28/1. L'article 18/1 s'applique à la présente section. ».

Art. 18. Au sein du même décret, il est inséré un article 29/1, rédigé comme suit:

« Art.29/1. L'article 18/1 s'applique à la présente section. ».

Art. 19. Dans le chapitre 4 du même décret, il est inséré une section 8 intitulée « Contrôle de l'agrément ».

Art. 20. Dans la section 8 « Contrôle de l'agrément », insérée par l'article 19 du présent décret, il est inséré un article 29/2 rédigé comme suit:

« Art. 29/2. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application des articles 28 et 29, afin d'évaluer le respect des obligations visées à l'article 28, § 3, et à l'article 29, § 3, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) de contact pour l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données relatives à la profession et emploi;

2° personne(s) membre(s) du personnel du partenaire:

- les données d'identification;
- les données relatives à la profession et emploi;
- les données financières.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) désignée(s) afin suivre les démarches administratives de l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité;

2° personne(s) de l'administration en charge du suivi de l'agrément:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 21. Au sein du même décret, il est inséré un article 30/1, rédigé comme suit:

« Art. 30/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application de l'article 30, afin de traiter les demandes de subventions des partenaires, les catégories de données traitées pour la personne habilitée à représenter le partenaire sont les données suivantes:

- les données d'identification et de contact;
- les données relatives à la profession et à l'emploi.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) désignée(s) afin de suivre les démarches administratives du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité;

2° personne(s) de l'administration en charge du suivi du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 22. L'article 31 du même décret est renuméroté en article 32.

Art. 23. A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. l'article 32 est renuméroté en article 31;

2. à l'alinéa 1^{er}, les mots « par arrondissement judiciaire » sont abrogés;

3. à l'alinéa 2, les mots « détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par prise en charge pour chaque type de mission » sont remplacés par les mots « arrête les prises en charge comptabilisables pour chaque prestation »;

4. au même alinéa, les mots « ainsi que les caractéristiques de l'arrondissement judiciaire à prendre en compte pour fixer la subvention unitaire » sont abrogés.

Art. 24. L'article 33 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 33. § 1^{er}. Au cours de chaque sextennat d'agrément, les subventions sont octroyées aux partenaires selon deux triennats de subventionnement consécutifs fixés selon un cycle de référence d'une durée de trois ans.

§ 2. Le Gouvernement fixe un nombre annuel de prises en charge, valable pour un triennat de subventionnement. Ce nombre peut être revu chaque année de commun accord avec le partenaire.

L'objectif triennal est obtenu en additionnant les objectifs annuels.

§ 3. Pour les partenaires qui introduisent une demande de subvention au cours d'un triennat, le Gouvernement fixe un nombre annuel de prises en charge, valable pour un ou deux ans, suivant l'échéance du triennat de subventionnement en cours.

En cas de subventionnement pour une période de deux ans, le nombre annuel de prises en charge peut être revu l'année suivante de commun accord avec le partenaire.

L'objectif biennal est obtenu en additionnant les objectifs annuels.

§ 4. Le Gouvernement arrête les critères selon lesquels le nombre annuel de prises en charge est établi. ».

Art. 25. A l'article 36, § 2, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « 3° le tableau de répartition des charges par mission ».

Art. 26. Au sein du même décret, il est inséré un article 37/1, rédigé comme suit:

« Art. 37/1. § 1^{er}. Dans le cadre de l'application des articles 36 et 37, afin de contrôler l'utilisation de la subvention, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) responsable(s):

- les données d'identification et de contact;

2° justiciables:

- les données d'identification;

- les données relatives aux caractéristiques personnelles;

- les données relatives à la composition du ménage;

- les données relatives à la vie sexuelle et à l'orientation sexuelle;

- les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions pénales.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes:

1° personne(s) désignée(s) afin de suivre les démarches administratives du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;

- les données de navigation et de traçabilité;

2° personne(s) de l'administration en charge du suivi du subventionnement:

- les données d'identification et de contact;

- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 27. Au sein du même décret, il est inséré un article 40/1, rédigé comme suit:

« Art. 40/1. § 1^{er}. Afin d'assurer la gestion administrative de la Commission communautaire des Partenariats visée à l'article 40, les catégories de données traitées concernant les personnes désignées en application de l'article 41 sont les données d'identification et de contact.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées concernant les personnes de l'administration en charge du traitement visé à l'article 4/1, 3^o, sont les données suivantes:

- les données d'identification et de contact;

- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 28. A l'article 41, alinéa 4, du même décret, les mots « pour une durée de six ans » sont remplacés par les mots « pour une durée de trois ans ».

Art. 29. Au sein du même décret, il est inséré un article 44/1, rédigé comme suit:

“Art. 44/1. § 1^{er}. Afin d'assurer la gestion administrative des commissions visées à l'article 44, les catégories de données traitées concernant les personnes désignées en application de l'article 45 sont les données d'identification et de contact.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées concernant les personnes de l'administration en charge du traitement visé à l'article 4/1, 3^o, sont les données suivantes:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}.”.

Art. 30. A l'article 45 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « 3° un représentant de la maison de justice de l'arrondissement judiciaire concerné »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° à l'alinéa 3, les mots « pour une durée de six ans » sont remplacés par les mots « pour une durée de trois ans ».

Art. 31. Au sein du même décret, il est inséré un article 48/1, rédigé comme suit:

« Art. 48/1. § 1^{er}. Afin d'assurer la gestion administrative des commissions visées à l'article 48, les catégories de données traitées concernant les personnes désignées en application de l'article 49 sont les données d'identification et de contact.

§ 2. Afin d'assurer la gestion administrative en lien avec les solutions informatiques visées au paragraphe 4 qui servent de support au traitement des données visées au paragraphe 1^{er}, les catégories de données traitées concernant les personnes de l'administration en charge du traitement visé à l'article 4/1, 3^o, sont les données suivantes:

- les données d'identification et de contact;
- les données de navigation et de traçabilité.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des données visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les durées de conservation ainsi que les modalités de communication vers les personnes concernées.

§ 4. Les catégories de données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 32. A l'article 49, alinéa 2, du même décret, les mots « pour une durée de six ans » sont remplacés par les mots « pour une durée de trois ans ».

CHAPITRE 2. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 33. Le présent décret s'applique aux procédures en cours.

Toutefois:

1° le nombre de prises en charge et les subventions unitaires déterminés pour l'année 2023 restent régis par les articles 32 et 33 du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, tels que rédigés avant l'entrée en vigueur des articles 23 et 24 du présent décret;

2° les agréments ayant pris effet au cours du sextennat visé à l'article 17, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, inséré par l'article 9 du présent décret, se terminent le 31 décembre 2023, sans préjudice des demandes de renouvellement desdits agréments qui auraient été introduites au jour de l'entrée en vigueur du présent décret;

3° par dérogation à l'article 32 du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, pour les subventions octroyées jusqu'au 31 décembre 2026, tel qu'il résulte de l'article 22 du présent décret, les subventions sont réparties par arrondissement judiciaire en tenant compte des rapports des activités rendus par le partenaire ainsi que de toutes les informations dont l'administration dispose en ce qui concerne les missions offertes et les besoins des justiciables dans l'arrondissement judiciaire concerné;

4° par dérogation à l'article 33 du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, le nombre annuel de prises en charge fixé pour un partenaire au cours des années 2021 et 2022 pour une période de trois ans est réduit à une période de respectivement deux ans ou un an, pour se terminer au 31 décembre 2023.

Art. 34. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mai 2023, à l'exception des articles 28, 30 et 32 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 454-1. – Amendement(s) en commission, n° 454-2 - Rapport de commission, n°454-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 454-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 30 novembre 2022.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/34543]

1 DECEMBER 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen aan het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden

Artikel 1. Aan artikel 1 van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In 1° worden de woorden "dicht bij een minderjarige" vervangen door de woorden "dicht bij een kind" en wordt het woord "consulent" vervangen door het woord "derde";

2. In 6° worden de woorden "dicht bij een minderjarige" vervangen door "dicht bij een kind" en de woorden "met een minderjarige" door "met een kind";

3. in 7° wordt het woord "consulent" vervangen door het woord "derde", worden de woorden "die informatie en bijstand zoekt omdat hij in moeilijkheden verkeert, die" opgeheven en worden de woorden "familielid van een minderjarige" vervangen door de woorden "familielid van een kind";

4. de volgende punten 12°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17° en 18° worden toegevoegd:

12° prestatie: handelingen, activiteiten en taken die de uitvoering van een van de in hoofdstuk 3 van dit decreet bedoelde opdrachten mogelijk maken, afhankelijk van het soort rechtzoekende of de wijze waarop de opdracht wordt uitgevoerd;

13° tenlasteneming: rekeneenheid van de prestatie ten behoeve van een rechtzoekende die in het betrokken subsidiejaar kan worden gesubsidieerd;

14° Algemene verordening gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming);

15° verwerkingen: de handelingen en reeksen handelingen bedoeld in artikel 4, 2) van de algemene verordening gegevensbescherming;

16° gegeven: persoonsgegevens in de zin van artikel 4.1 van de algemene verordening gegevensbescherming;

17° Ministerie: het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

18° ETNIC: het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, georganiseerd door het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het overheidsbedrijf voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).".

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk 2/1 "Algemeen beleid inzake gegevensverwerking" ingevoegd.

Art. 3. In hoofdstuk 2/1, ingevoegd bij artikel 2 van dit decreet, wordt een artikel 4/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 4/1. § 1. In het kader van de toepassing van dit decreet worden de volgende gegevensverwerkingen uitgevoerd:

1° partners goedkeuren;

2° het verstrekken van subsidies aan partners;

3° de afstemming van het dienstenaanbod van de partners op de behoeften van de rechtzoekenden evalueren.

§ 2. De verwerking bedoeld in paragraaf 1, 1°, dient de volgende doeleinden:

1° de door de partners ingediende aanvragen tot erkenning, aanvragen tot wijziging van de erkenning en aanvragen tot verlenging van de erkenning beheren;

2° het beoordelen van de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit de arbeidswetgeving in geval van intrekking of niet-verlenging van de erkenning;

3° toezicht houden op de uitvoering van de opdrachten door de partners;

4° voor het administratieve beheer in verband met de IT-oplossingen die de verwerking van partner- en procesgegevens ondersteunen, zorgen.

§ 3. De doeleinden van de verwerking bedoeld in paragraaf 1, 2°, zijn de volgende:

1° het verwerken van subsidieaanvragen van partners;

2° de jaarlijkse tenlastenemingsdoelstelling en het bedrag van de subsidie vaststellen;

3° de controle op het gebruik van de toegekende subsidie.

§ 4. Het doel van de in paragraaf 1, 3° bedoelde verwerking is het administratieve beheer van de gegevens van de partners.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde verwerkingen worden uitgevoerd door het ministerie, dat optreedt als verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.7 van de algemene verordening gegevensbescherming.

Wanneer een partner de in hoofdstuk 3 van dit decreet bedoelde opdrachten uitvoert, wordt hij voor alle handelingen die hij verricht beschouwd als verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.7, van de algemene verordening gegevensbescherming.

§ 6. De categorieën gegevens die in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde verwerkingen worden verwerkt, kunnen door het ministerie verder worden verwerkt om statistische doeleinden. De als gevolg van de productie van statistieken overgedragen gegevens worden vooraf geanonimiseerd."

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "dicht bij een minderjarige" vervangen door de woorden "dicht bij een kind".

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het woord "Communicatiehulp" vervangen door de woorden "Herstellende communicatiehulp".

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord "Communicatiehulp" worden vervangen door de woorden "Herstellende communicatiehulp";

2. de woorden "tussen rechtzoekenden die betrokken zijn bij een strafbaar feit" worden toegevoegd tussen de woorden "communicatieruimte" en de woorden "en, indien nodig";

3. de woorden "bemiddeling tussen rechtzoekenden die betrokken zijn bij een strafbaar feit" worden vervangen door "bemiddeling tussen deze rechtzoekenden".

Art. 7. In hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet wordt een nieuwe afdeling 7 ingevoegd, met als opschrift "Uitvoering van de opdrachten".

Art. 8. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 7 van dit decreet, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 14/1. De regering bepaalt het geheel van diensten die door de partner moeten worden verleend naar gelang van de betrokken rechtzoekende of de wijze van uitvoering van elke in dit hoofdstuk bedoelde opdracht.

Art. 9. van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"Art. 17 § 1. Erkenningen worden aan partners verleend voor een vast periode van zes jaar volgens een referenticyclus van zes jaar die op vaste data begint.

Het eerste zesjarige tijdvak begint op 1 januari 2018 en eindigt op 31 december 2023.

De erkenning geldt voor ten hoogste zes jaar en kan mits inachtneming van de voorwaarden van artikel 29 worden verlengd.

§ 2. Aan partners die tijdens een periode van zes jaar voor het eerst een aanvraag indienen, kan slechts een erkenningsperiode van één tot maximaal vijf jaar worden toegekend, die eindigt aan het eind van het lopende periode van zes jaar."

Art. 10. In artikel 18, 7°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "bescherming van het privéleven" vervangen door de woorden "bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens".

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel 18/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 18/1. § 1. In het kader van de toepassing van artikel 18 worden voor het beheer van verzoeken om erkenning de volgende categorieën gegevens per categorie betrokkenen verwerkt:

1° contactperso(o)n(en) voor de erkenning:

- identificatie- en contactgegevens;

- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

2° lid of leden van het bestuurs- of beheersorgaan:

- identificatiegegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

3° personeelslid(-leden):

- identificatiegegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° de persoon (personen) die is (zijn) aangewezen om de administratieve stappen van de erkenning te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° de persoon (personen) van de administratie die belast is (zijn) met het toezicht op de erkenning:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragraaf 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 21/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 21/1. § 1. In het kader van de toepassing van artikel 21, met het oog op het toezicht op de uitvoering van de opdrachten door de partners, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° verantwoordelijke(n):

- identificatie- en contactgegevens;

2° rechtzoekenden:

- identificatiegegevens;
- gegevens over persoonlijke kenmerken;
- gegevens over de samenstelling van het huishouden;
- gegevens over seksleven en seksuele geaardheid
- gegevens over strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten als bedoeld in artikel 10 van de algemene verordening gegevensbescherming.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° de persoon/personen die is/zijn aangewezen om de administratieve procedures voor de subsidie te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° persoon of personen van de administratie belast met het toezicht op de subsidie:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de leden 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën van gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 22/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 22/1. § 1. De categorieën gegevens die door het in artikel 22 bedoelde activiteitenverslag worden verwerkt, zijn, per categorie betrokkenen, de volgende:

1° de medewerker(s) van de partner:

- identificatiegegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
- onderwijs- en opleidingsgegevens;
- financiële gegevens;

2° de rechtzoekenden:

- gezondheidsgerelateerde gegevens.

De in punt 2° bedoelde gegevens worden geanonimiseerd.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in § 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in § 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt

1° de persoon/personen die is/zijn aangewezen om de administratieve procedures van de subsidie te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° persoon of personen van de administratie belast met het toezicht op de subsidie:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 26/1 ingevoegd:

”Art. 26/1. Artikel 18/1 is van toepassing op deze afdeling.”.

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt een artikel 27/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 27/1. Artikel 18/1 is van toepassing op deze afdeling.

Art. 16. In artikel 28, § 1, tweede en vierde lid, en § 3, tweede lid, alsook in artikel 29, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “actieplan” vervangen door de woorden “nalevingsplan”.

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt een artikel 28/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 28/1. Artikel 18/1 is van toepassing op deze afdeling.

Art. 18. In hetzelfde decreet wordt een artikel 29/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art.29/1. Artikel 18/1 is van toepassing op deze afdeling.”.

Art. 19. In hoofdstuk 4 van hetzelfde decreet wordt een afdeling 8 “Controle van de erkenning” ingevoegd.

Art. 20. In afdeling 8 “Controle op de erkenning”, ingevoegd bij artikel 19 van dit decreet, wordt het volgende artikel 29/2 ingevoegd:

”Art. 29/2. § 1. In het kader van de toepassing van de artikelen 28 en 29 worden, om de naleving van de in artikel 28, § 3, en artikel 29, § 3, bedoelde verplichtingen te beoordelen, per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° contactperso(o)n(en) voor de erkenning:

- identificatie- en contactgegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;

2° lid (leden) van het personeel van de partner:

- identificatiegegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens;
- financiële gegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in lid 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt

1° de persoon (personen) die is (zijn) aangewezen om de administratieve stappen van de erkenning te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° de persoon (personen) van de administratie die belast is (zijn) met het toezicht op de erkenning:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 21. In hetzelfde decreet wordt een artikel 30/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 30/1. § 1. In het kader van de toepassing van artikel 30 zijn de categorieën gegevens die ten behoeve van de persoon die gerechtigd is de partner te vertegenwoordigen, worden verwerkt, de volgende:

- identificatie- en contactgegevens;
- beroeps- en werkgelegenheidsgegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° de persoon/personen die is/zijn aangewezen om de administratieve procedures van de subsidie te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° persoon of personen van de administratie belast met het toezicht op de subsidie:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de leden 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 22. Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt hernummerd tot artikel 32.

Art. 23. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. artikel 32 wordt hernummerd tot artikel 31;

2. in lid 1 worden de woorden “per gerechtelijk arrondissement” geschrapt;

3. in lid 2 worden de woorden “bepaalt wat voor elk type opdracht onder een tenlasteneming moet worden verstaan” vervangen door de woorden “bepaalt welke tenlastenemingen door elke dienst kunnen worden verantwoord”;

4. In hetzelfde lid worden de woorden “alsmede de kenmerken van het gerechtelijk arrondissement die in aanmerking moeten worden genomen voor de vaststelling van de subsidie per eenheid” opgeheven.

Art. 24. Artikel 33 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 33 § 1. Tijdens elk jaar van de zesjarige erkenning worden de subsidies aan de partners toegekend in twee opeenvolgende subsidieperiodes die worden vastgesteld volgens een referenticyclus van drie jaar.

§ 2. De regering stelt een jaarlijks aantal tenlastenemingen vast, geldig voor een subsidieperiode van drie jaar. Dit aantal kan elk jaar in overleg met de partner worden herzien.

De driejarendoelstelling wordt verkregen door de jaarlijkse doelstellingen op te tellen.

§ 3. Voor de partners die gedurende een periode van drie jaar een subsidie aanvragen, stelt de regering een jaarlijks aantal subsidies vast met een looptijd van één of twee jaar, afhankelijk van het einde van de lopende subsidieperiode.

Bij een tweejarige subsidie kan het jaarlijkse aantal subsidies het volgende jaar in overleg met de partner worden herzien.

De tweejarendoelstelling wordt verkregen door de jaarlijkse doelstellingen op te tellen.

§ 4. De regering bepaalt de criteria aan de hand waarvan het jaarlijkse aantal tenlastenemingen wordt vastgesteld.

Art. 25. In artikel 36, § 2, van hetzelfde decreet, worden aan lid 1 de woorden “3° de tabel met de verdeling van de kosten per opdracht” toegevoegd.

Art. 26. In hetzelfde decreet wordt een artikel 37/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 37/1. § 1. In het kader van de toepassing van de artikelen 36 en 37, met het oog op het toezicht op het gebruik van de subsidie, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° verantwoordelijke(n):

- identificatie- en contactgegevens;

2° rechtzoekenden:

- identificatiegegevens;
- gegevens over persoonlijke kenmerken;
- gegevens over de samenstelling van het huishouden;
- gegevens over seksleven en seksuele geaardheid;
- gegevens over strafrechtelijke veroordelingen en overtredingen.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt:

1° de persoon/personen die is/zijn aangewezen om de administratieve procedures voor de subsidie te volgen:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens;

2° persoon of personen van de administratie belast met het toezicht op de subsidie:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 27. In hetzelfde decreet wordt een artikel 40/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 40/1. § 1. Met het oog op het in artikel 40 bedoelde administratieve beheer van de communautaire partnerschapscommissie zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt betreffende de met toepassing van artikel 41 aangewezen personen, de identificatie- en contactgegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt over de personen van de administratie die belast zijn met de in artikel 4/1, 3°, bedoelde verwerking, de volgende gegevens:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 28. In artikel 41, lid 4, van hetzelfde decreet worden de woorden “voor een periode van zes jaar” vervangen door de woorden “voor een periode van drie jaar”.

Art. 29. In hetzelfde decreet wordt een artikel 44/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 44/1. § 1. Met het oog op het administratieve beheer van de in artikel 44 bedoelde commissies zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt betreffende de met toepassing van artikel 45 aangewezen personen, de identificatie- en contactgegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt over de personen van de administratie die belast zijn met de in artikel 4/1, 3°, bedoelde verwerking, de volgende gegevens:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 30. In artikel 45 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het eerste lid worden de woorden “3° een vertegenwoordiger van het justitiehuis van het betrokken gerechtelijk arrondissement” toegevoegd;

2°, lid 2 wordt opgeheven;

3° in lid 3 worden de woorden “voor een periode van zes jaar” vervangen door de woorden “voor een periode van drie jaar”.

Art. 31. In hetzelfde decreet wordt een artikel 48/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

”Art. 48/1. § 1. Met het oog op het administratieve beheer van de in artikel 48 bedoelde commissies zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt betreffende de met toepassing van artikel 49 aangewezen personen, de identificatie- en contactgegevens.

§ 2. Met het oog op het administratieve beheer in verband met de in paragraaf 4 bedoelde IT-oplossingen die als basis dienen voor de verwerking van de in paragraaf 1 bedoelde gegevens, zijn de categorieën gegevens die worden verwerkt over de personen van de administratie die belast zijn met de in artikel 4/1, 3°, bedoelde verwerking, de volgende gegevens:

- identificatie- en contactgegevens;
- navigatie- en volggegevens.

§ 3. De regering bepaalt de lijst van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gegevens, de bewaartermijnen en de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

§ 4. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde categorieën gegevens worden op een veilige manier verzameld, verwerkt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die door de verwerker van de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4.8 van de algemene verordening gegevensbescherming, ETNIC, ter beschikking worden gesteld.

De regering bepaalt de nadere regels voor de in lid 1 bedoelde veiligheidsmaatregelen.”.

Art. 32. In artikel 49, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "voor een periode van zes jaar" vervangen door de woorden "voor een periode van drie jaar".

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 33. Dit decreet is van toepassing op lopende procedures.

Echter:

1° het aantal tenlastenemingen en de eenheidssubsidies vastgesteld voor het jaar 2023 blijven geregeld door de artikelen 32 en 33 van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden, zoals opgesteld voor de inwerkingtreding van de artikelen 23 en 24 van dit decreet;

2° de erkenningen die van kracht werden tijdens de periode van zes jaar bedoeld in artikel 17, eerste paragraaf, tweede lid, van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden, ingevoegd bij artikel 9 van dit decreet, eindigen op 31 december 2023, onverminderd de aanvragen tot verlenging van die erkenningen die zouden zijn ingediend op de dag van de inwerkingtreding van dit decreet

3° in afwijking van artikel 32 van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden, worden voor de subsidies toegekend tot 31 december 2026, zoals voortvloeit uit artikel 22 van dit decreet, de subsidies per gerechtelijk arrondissement verdeeld rekening houdend met de verslagen over de door de partner verrichte activiteiten en met alle informatie waarover de administratie beschikt betreffende de aangeboden opdrachten en de behoeften van de rechtzoekenden in het betrokken gerechtelijk arrondissement;

4° in afwijking van artikel 33 van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en subsidiëring van partners die bijstand verlenen aan rechtzoekenden, wordt het jaarlijkse aantal tenlastenemingen dat voor een partner in de jaren 2021 en 2022 voor een periode van drie jaar is vastgesteld, teruggebracht tot een periode van twee jaar, respectievelijk één jaar, die eindigt op 31 december 2023

Art. 34. Dit decreet treedt in werking op 1 mei 2023, met uitzondering van de artikelen 28, 30 en 32, die in werking treden op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 december 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-
Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 454-1. – Amendement(en) in de commissie, nr. 454-2 -
Commissieverslag, nr. 454-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 454-4
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 30 november 2022

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/34491]

24 NOVEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant l'accessibilité des milieux d'accueil de la petite enfance aux bénéficiaires d'intervention majorée et aux familles monoparentales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation des milieux d'accueil, le Livre IV,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, l'article 12,

Considérant le Plan d'actions relatif aux droits de l'enfant 2020-2024 adopté par le Gouvernement le 10 décembre 2020,

Considérant le Plan de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales 2020-2025 adopté par le Gouvernement le 10 décembre 2020,

Vu le "test genre" réalisé le 23 juin 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française,

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 21 juin 2022, le 12 juillet 2022 et le 6 octobre 2022,

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2022,

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, rendu le 26 juillet 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 12 septembre 2022 ;